



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53, rue de la Vallée  
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 04/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROQUETTE FRERES**

avenue des lilas  
80800 Vecquemont

Références : -  
Code AIOT : 0005102581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement ROQUETTE FRERES implanté avenue des lilas 80800 Vecquemont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROQUETTE FRERES
- avenue des lilas 80800 Vecquemont
- Code AIOT : 0005102581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ROQUETTE exploite, depuis 1956, une féculerie sur le territoire de la commune de Vecquemont.

L'activité principale de ce site est la transformation de la pomme de terre et l'extraction de la fécule, à destination principalement des industries papetières, alimentaires et pharmaceutiques. Dans le cadre de cette activité, ROQUETTE dispose d'une installation de récupération de protéines, de déshydratation des pulpes et d'un atelier de féculles modifiées.

Le site couvre une surface totale de 13 ha.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est soumis à autorisation et classé SEVESO Seuil Haut. Il relève également de la directive IED avec pour BREF Principal le BREF FDM (Food, Drink & Milk).

### Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Observations de l'inspection relatives à l'AMR:

- L'exploitant devra mettre à jour les coordonnées de la DREAL;
- L'AMR précise que "A ce jour, l'audit réglementaire n'a pas été réalisé. Nous vous rapellons que ce contrôle doit être effectué par un bureau d'étude accrédité:
- Dans les six mois qui suivent la mise en service d'une nouvelle installation
- Après un dépassement des 100000UFC/L en *L. pneumophila*.". **L'exploitant doit réaliser l'audit réglementaire pour les TAR TRANE 1 et TRANE 2 sous 3 mois et transmettre le compte-rendu à l'inspection.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 12/12/2013, article 26.I.3.b)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/04/2021, article 1.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Présence et conformité de l'analyse	Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	méthodique des risques			
3	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra sous 2 mois le porter à connaissance définitif relatif aux TAR, complété selon les remarques formulées par l'inspection dans ce présent rapport et par courriel du 15/10/25.

L'exploitant ne transmet pas les échantillons au laboratoire pour analyse dans les délais prévus par l'arrêté ministériel du 14/12/13.

L'inspection constate que les prélèvements en vue de l'analyse légionelles ne sont pas réalisés aux horaires prévus par la procédure d'entretien. Les prélèvements sont réalisés après l'injection de biocide.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2021, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modifications et cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 07/08/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Constats :</b>

Lors de la visite d'inspection du 07/08/2024, l'inspection avait formulé la demande suivante:  
"L'exploitant transmettra sous 3 mois un porter à connaissance relatif aux TAR. Il joindra à ce porter à connaissance les éléments suivants:  
-justificatif de la mise hors service définitive des deux TAR anciennement utilisées pour le bâtiment RCR et derniers rapports de nettoyage réalisé;  
-rapport de nettoyage de la tour TRANE 2 qui vient d'être remplacée et bordereaux d'évacuation des déchets associés au démantèlement de la tour;  
-dernier rapport de nettoyage de la TAR protéinerie et bordereaux d'évacuation des déchets associés au démantèlement de la tour;  
-dernier rapport de nettoyage des TAR SORAMAT 1, 2, 3 et 4;  
-plan d'actions daté relatif au démantèlement des TAR qui ne sont plus utilisées."

Lors de la visite d'inspection du 13/10/2025, l'exploitant n'avait toujours pas transmis ces éléments.

Un projet de porter à connaissance (PAC) a été transmis à l'inspection le 14/10/2025.

Le projet de porter à connaissance mentionne finalement l'existence d'une seule TAR pour le bâtiment RCR, contrairement à ce que l'exploitant avait déclaré lors de la visite d'inspection du 07/08/24.

Le rapport de nettoyage effectué avant le démantèlement de la TAR Protéinerie n'est pas inclus dans le projet de PAC. Il n'est pas précisé le devenir de la ferraille issue du démantèlement de la TAR. L'exploitant indique ne pas avoir trouvé de traces du démantèlement dans ses archives. Il n'a pas retrouvé de traces des bons d'enlèvements ni des bordereaux de déchets relatifs à la TAR TRANE 1.

De façon générale, pour l'ensemble des démantèlements de TAR présenté dans le PAC, des bordereaux de suivi des déchets ainsi que des rapports de nettoyage semblent manquants. L'exploitant n'a pas élaboré de plan d'actions précis relatif au démantèlement des TAR SORAMAT 1, 2, 3 et 4 et n'explique pas pourquoi les informations mentionnées dans les PV de nettoyage des TAR avant démantèlement diffèrent d'une TAR à l'autre.

De manière générale, l'inspection note que l'exploitant ne réalise pas de suivi clair et précis de ses installations. Néanmoins, la prescription susvisée est désormais respectée.

#### **Observation:**

L'inspection rappelle qu'à l'avenir, les modifications apportées par l'exploitant aux installations devront être portées **avant réalisation** à la connaissance du Préfet.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra sous 2 mois le porter à connaissance définitif relatif aux TAR complété selon les remarques formulées par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/08/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 26.I.1.a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'AMR du 14/04/25 réalisée par le bureau d'études GL BIOCONTROL.</p> <p>L'AMR répond à la prescription de l'article 26.I.1. de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</p> <p>L'exploitant a mis à jour le plan d'entretien et de surveillance suite à la révision de l'AMR. Seuls les plans d'entretien et de surveillance de la TAR TRANE 1 ont été vérifiés par l'inspection (fichier <i>PAM-Manuel exploitation et procédures TRANE 1-2025-Rev1</i>): l'exploitant déclare que les plans d'entretien et de surveillance de la TAR TRANE 1 sont identiques aux plans d'entretien et de surveillance de la TAR TRANE 2. Ce point n'a pas été vérifié par l'inspection.</p> <p>Il est précisé dans l'AMR révisée que "La précédente analyse méthodique des risques a été réalisée le 24 janvier 2023 par la société APAVE. [...] Cette étude mettait en évidence 2 défauts associés à 2 actions correctives préconisée. Les défauts qui, à ce jour, ne sont toujours pas soldés seront intégrés dans cette présente étude de risques."</p> <p>Les défauts sont liés à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la "présence d'un bras mort au niveau du by-pass du compteur d'appoint";</li> <li>• la "régulation des produits de traitement faussée".</li> </ul> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection la procédure <i>INMNVQ0407FR</i> qui précise "Faire une purge hebdomadaire de la vanne de by-pass pendant 5 min" sur la "Vanne by-pass compteur d'appoint d'eau".</p> <p>L'exploitant a également transmis en date du 21/10/25 une photo du point d'injection modifié sur la TAR TRANE 1. Il déclare que le point d'injection des produits de traitement est déjà situé en aval de la ligne d'alimentation du TRASAR sur TRANE 2.</p> <p>L'AMR liste les actions préventives et correctives à mettre en place et fixe des échéances. Les actions à mettre en place préconisées sous un délai de 12 mois à partir de la date de réalisation de l'AMR n'ont pas été contrôlées par l'inspection. En effet, l'échéance prévue n'est pas encore dépassée.</p> <p>L'inspection propose au préfet l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du</p>

31/03/25.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra la prochaine AMR révisée qui devra préciser que le point d'injection des produits de traitement sur TRANE 1 et TRANE 2 est correctement localisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/08/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 26.II.1.a), b), c), d), e) et f) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis la procédure de désinfection en cas de concentration en legionella pneumophila supérieure à 100000UFC/L pour la TAR TRANE 1. L'exploitant déclare que la procédure utilisées pour la tour TRANE 2 est identique (la procédure pour la tour TRANE 2 n'a pas été contrôlée par l'inspection).  La procédure respecte la prescription de l'article 26.II.1. de l'arrêté ministériel du 14/12/13.  L'inspection propose au préfet l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/03/25.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Etat des parties visuellement accessibles.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/08/2024</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 26.I.2. de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 qui prévoit notamment que: «L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.».

#### **Constats :**

L'inspection constate que la fuite identifiée sur le tuyau d'arrivée d'eau de la tour TRANE 1 lors de la visite d'inspection du 07/08/24 n'existe plus car des réparations ont été effectuées par l'exploitant.

L'inspection constate la présence d'eau aux pieds des tours TRANE 1 et 2. L'exploitant précise qu'il s'agit d'eau pluviale. L'inspection constate l'absence de fuite / d'écoulement au niveau de ces deux TAR.

L'inspection propose au préfet l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/03/25.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Délais d'analyse

#### **Prescription contrôlée :**

[...]

le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;

- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.

#### **Constats :**

L'inspection a contrôlé les rapports d'analyse réalisés par le laboratoire CARSO pour les TAR TRANE 1 et 2 entre les mois de janvier et août 2025.

Les rapports des mois de janvier, avril, juin et juillet 2025 mentionnent les éléments suivants:

"ABSENCE DU LOGO COFRAC

1 L'absence du logo Cofrac provient d'un délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives."



Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare qu'il y a eu également un souci dans la transmission des échantillons au laboratoire pour les analyses de septembre.

Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 07/08/24, l'inspection formulait la demande suivante: "Lorsque l'échantillon d'analyse prélevé n'aura pas été transporté à temps vers le laboratoire d'analyse, l'exploitant devra planifier rapidement un nouveau prélèvement."

L'exploitant informe l'inspection qu'il va "prendre les mesures nécessaires pour changer de laboratoire".

La prescription susvisée n'est pas respectée. L'inspection propose au préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2013, article 26.I.3.b)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Heures de prélèvement

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.

[...]

**Constats :**

L'exploitant indique dans la procédure *INMNVQ0407FR* du "13 janv. 20235" que:

-"Les pompes de biocide sont réglées pour introduire le biocide tous les jours à 11H00. Le prélèvement doit donc être effectué entre 8H00 et 10H00."

L'inspection constate que les prélèvements ne sont pas réalisés aux horaires prévus par la procédure. Par exemple, les prélèvements du 12/08/25 ont été effectués à 12h00 pour la TAR TRANE 1 (échantillon LSE2508-53586) et 12h05 pour la TAR TRANE 2 (échantillon LSE2508-53587) selon les rapports d'analyse du laboratoire CARSO.

La prescription susvisée n'est pas respectée. L'inspection propose au préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois